

FEU VERT

Journal de la Section de Moûtiers du Parti Communiste Français

Sommaire :

Editorial- Ce qu'on vous cache sur l'activité des élus communistes – La nationalisation redevient d'actualité – Après l'abandon du projet de La Bâthie, l'hôpital de Moûtiers doit être redéveloppé – Parc de La Vanoise : les chamois, les hommes... ou le bétonnage ?

Qui donc décide dans ce pays ?

Arcelor Mittal, PSA, Petroplus, Fralib, etc, et, **en Savoie**, Camiva, Rio Tinto, Spirel, La Bâthie, etc, sont des usines où les salariés se battent avec énergie pour préserver leur gagne-pain et stopper une véritable hémorragie d'emplois industriels. Le gouvernement dit les comprendre, mais se refuse à mettre en œuvre ne serait-ce qu'un début de transformation sociale au profit des salariés. Dès que le Medef éternue, il s'enrhume ! Laurence Parisot, la présidente du Medef, est toujours aux manettes. C'est cela que le Front de gauche veut changer. **Le pouvoir au peuple !**

FEU VERT

Responsable de rédaction :
Alain Dupenloup
Les Tovères - 73600 Hautecour

Décembre 2012

Imprimerie Savoie Publicité -
Chambéry - 06 70 57 76 87

Editorial

Il faut s'attaquer à la dictature de la finance pour faire du social !

En refusant la nationalisation temporaire de l'aciérie de Florange, le premier ministre Jean-Marc Ayrault a envoyé un signe au grand patronat : « *nous ne vous ennuyons pas* ». C'est un tournant de la politique du gouvernement qui se soumet ainsi aux exigences du Medef et des marchés financiers. Le Front de gauche est scandalisé par ce renoncement. Certes, il est hors de question, pour le Front de gauche, de se retrouver « *dans l'opposition* » aux côtés des ultralibéraux de l'UMP et du FN, mais il est **en opposition à cette politique gouvernementale**.

Au Sénat et à l'Assemblée nationale, les élus socialistes refusent aujourd'hui les amendements qu'ils avaient eux-mêmes proposés avec le Front de gauche quand la droite était au pouvoir !

Et pourtant, les politiques d'austérité ont toutes échoué ! Elles sont même dénoncées par l'OIT (*L'Organisation internationale du travail*) comme contre-productives ! Outre qu'elles plongent les peuples dans la misère, elles interdisent toute reprise économique puisqu'on n'a plus les moyens d'acheter ce qui est produit. Ce n'est pas difficile à comprendre...

Mais le patronat en veut toujours plus. Il veut se débarrasser de ce qui reste du code du travail. Si on le laissait faire, il renverrait les enfants de 12 ans travailler dans les mines... Alors il ne faut pas le laisser faire ! La spéculation et le capital doivent être taxés pour financer une grande politique sociale, les services publics doivent être recréés, élargis, démocratisés, l'arme de la nationalisation doit être utilisée pour briser la résistance du patronat à tout changement, salaires, retraites et minima sociaux doivent être augmentés. **C'est cela, une vraie politique de gauche !**

Mais, c'est clair, aujourd'hui, ni François Hollande, ni Jean-Marc Ayrault n'en veulent, et la droite s'en réjouit. Du coup, pour les communistes (*membres actifs du Front de gauche*), l'urgence est de **donner la parole à tous ceux qui ont voté pour le changement**, afin de créer une grande mobilisation populaire pour reconquérir des droits sociaux. Il s'agit de construire une alternative à l'austérité. Il s'agit de remettre à l'ordre du jour la mise en œuvre d'une véritable politique de gauche, dans l'idée d'un dépassement du capitalisme.

Alain Dupenloup

Ce qu'on vous cache sur l'activité des élus communistes au Sénat ou à l'Assemblée

Les grands médias informent sur les votes des groupes politiques au Sénat et à l'Assemblée nationale, mais ils passent rapidement sur le pourquoi de ces votes, surtout lorsqu'il s'agit des votes des élus communistes ou du Front de gauche.

Ainsi, la fameuse «*règle d'or*» a été adoptée par une très grande majorité de sénateurs par 320 voix pour et seulement 22 contre (*les 20 élus du groupe communiste, républicain et citoyen auxquels se sont ajoutés Jean-Pierre Chevènement et le socialiste Pierre-Yves Collombat*).

Quand il s'agit d'adopter une loi qui va imposer l'austérité au peuple, un rationnement drastique des dépenses sociales, l'asphyxie des services publics et la baisse des aides accordées aux communes, les élus UMP, centristes, PS et Verts votent pour, tous ensemble et sans état d'âme. Visible-

ment, socialistes et écologistes ont du mal à s'extraire de la gangue de l'idéologie libérale.

Autre vote, au Sénat toujours, droite, centre et communistes ont rejeté l'amendement «*pigeons*». Mais les médias ont mis tout le monde dans le même sac sans informer sur le pourquoi des choses. L'UMP et le centre ont voté contre car, pour eux, «*la plus-value obtenue sur la vente d'une entreprise ne constitue pas un revenu à proprement parler*» et ne doit donc pas être taxée. Ils sont résolument du côté du patronat !

Pour les communistes, au contraire, il fallait en revenir à la taxation initialement prévue pour la vente d'une entreprise, à savoir 60 %, et ne pas voter un «*assouplissement*» à 34,5 % comme le proposait la majorité à la suite de la pression du groupe de patrons indûment appelés «*pigeons*».

Le sénateur communiste Eric Bocquet a dénoncé «*un cadeau fiscal de plusieurs centaines de millions d'euros*», pointant «*les aventures d'un Charles Beigbeder déjà débarrassé de Poweo*» ou le jeu financier «*de*

Pierre Kosciusko-Morizet, dont le site Price Minister a été vendu à un fonds japonais». Pour les communistes, ces spéculateurs doivent être taxés au maximum.

Encore au Sénat, les élus communistes se sont abstenus sur le projet de loi de finances pour 2013. La télévision l'a dit, mais elle n'a pas dit pourquoi ! Les téléspectateurs ont pourtant le droit d'être informés. Ils se sont abstenus parce que, s'il y avait des avancées, la majorité socialiste avait rejeté des mesures sociales pourtant nécessaires, comme la baisse à 5,5% de la TVA pour la construction de logements sociaux, ou bien la défiscalisation des indemnités des accidentés du travail.

Au fond, c'est assez simple, les élus communistes formulent des propositions sociales, veulent les financer en prenant l'argent là où il est, et votent en fonction de l'acceptation ou du refus de leurs propositions, en fonction de l'avancée des choses. Même les présentateurs de la télévision devraient le comprendre...

A Florange un tabou est tombé, la nationalisation redevient d'actualité

Certes, refusant d'affronter la direction d'Arcelor Mittal sur le dossier de l'aciérie de Florange, le premier ministre socialiste Jean-Marc Ayrault a rejeté la possibilité d'une nationalisation du site, voire, mieux encore, de toute la filière sidérurgique. Mais, les sondages le prouvent, les salariés et une majorité de Français ont redécouvert cette possibilité et se sont déclarés partisans d'une nationalisation temporaire (*pour les uns*) ou définitive (*pour les autres*) de Florange. Le PCF s'en félicite.

Pour justifier sa reculade, Jean-François Ayrault explique que, il y a trente ans, la nationalisation de la sidérurgie n'avait pas «*empêché les destructions d'emplois*». C'est une bien piètre «*justification*». En effet, le naufrage de la sidérurgie n'est pas imputable à sa nationalisation, mais aux critères de gestion qui étaient restés de type capitaliste.

Il faut nationaliser la filière sidérurgique, tout comme il faut nationaliser la filière aluminium (*ce qui assurerait la pérennité de l'usine de St Jean-de-Maurienne*), mais pas pour nourrir l'accumulation financière, non, pour

répondre aux besoins en acier et en aluminium de la France et de l'Europe dans le cadre d'une véritable «*planification écologique*». Car on importe de l'acier et de l'aluminium !

Pour cela, la nationalisation moderne doit être profondément démocratique, avec des pouvoirs nouveaux donnés aux salariés, aux populations. Elle ne doit pas s'inscrire dans le cadre actuel de «*la concurrence libre et non faussée*», destructrice d'emplois, porteuse de dumping social, mais privilégier la coopération et le partage des savoirs et des découvertes dans l'idée d'un développement mutuellement avantageux pour tous (*ce qui est à l'opposé des propositions de repli sur soi de Marine Le Pen, propositions suicidaires et imbéciles qui conduiraient à une dépression économique plus terrible encore qu'aujourd'hui*).

Et puis il faut aller plus loin encore. Les banques n'ont prêté de l'argent à Mittal que pour en retirer le plus grand bénéfice possible, pas du tout dans l'idée de développer l'industrie. Le PCF et le Front de gauche se prononcent donc pour la création d'un pôle public bancaire accordant des prêts à très bas taux d'intérêt pour les entreprises qui investissent pour moderniser l'appareil productif et créer des emplois durables. A faire, et vite !

Après l'abandon du projet de La Bâthie, l'hôpital de Moûtiers doit être redéveloppé

Ce qui a été dit pour justifier la construction d'un hôpital neuf à La Bâthie.

Pendant de nombreuses années, la population a manifesté pour obtenir la réouverture de la maternité de Moûtiers. Cette lutte tenace gênait visiblement les responsables politiques et sanitaires.

Est-ce pour cela que, lors d'une réunion du comité de défense de la maternité avec le ministre Jean-François Mattei, le député Hervé Gaymard a parlé de « *sortir du blocage par le haut* » ? Personne n'a alors compris ce que cela signifiait, mais on sait aujourd'hui qu'il s'agissait de construire un hôpital neuf à La Bâthie, et ce, **à la place des trois hôpitaux de proximité d'Albertville, Bourg-St-Maurice et Moûtiers**. La publication du projet allait « *casser* » la mobilisation pour la maternité de Moûtiers.

Lors de la présentation de ce projet devant le conseil municipal de Moûtiers, le maire de l'époque l'a justifié en expliquant que l'hôpital d'Albertville, trop rapidement et mal construit, s'enfonçait dans le sol et allait disparaître... Il a dû arrêter de creuser, car aujourd'hui, il va bien.

Enfin, il semblait clair pour tout le monde que l'hôpital de Moûtiers garderait tous ses services tant que l'hôpital neuf ne serait pas construit. On sait que ça n'a pas été le cas.

Bref, les justifications avancées paraissent avoir manqué de consistance. Pour le moins.

Au cours des années, l'hypothèse d'un nouvel hôpital s'est avérée de plus en plus hypothétique.

Assez vite, l'idée de remplacer les trois hôpitaux de la vallée par un neuf à La Bâthie a été remise en question par la volonté (*parfaitement compréhensible*) de Bourg-St-Maurice de garder son hôpital de proximité. Le projet a alors un peu perdu de sa pertinence.

Puis, la réduction du nombre de lits et du financement d'Etat a posé de lourdes questions. Est-ce que ça valait encore le coup ? Le changement du lieu d'implantation (*Tours d'abord, La Bâthie ensuite*) a entraîné du gaspillage et une forte perte de temps.

Les politiques d'austérité mises en œuvre ont rendu le projet de plus en plus hypothétique, le soutien financier de l'Etat aux investissements sociaux diminuant comme une peau de

chagrin. Cette diminution amènera le conseiller général UMP Vincent Rolland à déclarer (*en juin 2012*) que la vente des locaux de l'hôpital de Moûtiers pouvait aider au financement de celui de La Bâthie, contrairement à tout ce qui avait été dit au départ sur le maintien et l'utilisation de ces locaux !

On peut donc légitimement penser que, si le précédent ministre UMP de la santé n'a pas pris de décision définitive quant au devenir du projet de La Bâthie, c'est qu'il a « *courageusement* » laissé la « *patate chaude* » à sa suivante socialiste.

Et maintenant, que faut-il faire ?

Nous n'avons pas la prétention d'avoir la réponse toute faite entre les mains, mais il est clair qu'il faut réfléchir à la fois à la carte sanitaire savoyarde (*la clinique privée Médipôle et l'hôpital public de Chambéry ayant une attractivité très forte*) et à la réponse aux besoins des populations des vallées.

Dans ce cadre-là, **l'hôpital public de Moûtiers a un avenir**, il est nécessaire et ne doit pas être rayé de la carte. Des syndicalistes demandent, à juste titre, son maintien comme **hôpital de plein exercice**, avec en particulier médecine, chirurgie, urgences et soins intensifs. Des coopérations sont à étudier entre les trois hôpitaux de la vallée, mais il est évident qu'il doit s'agir de coopérations **mutuellement avantageuses** ne déshabillant pas Pierre pour habiller Paul.

Il faut également répondre, sur toute la Tarentaise, à la question des personnes âgées et dépendantes, en donnant la priorité au secteur public (*On peut en effet noter que, si on a beaucoup tergiversé sur l'hôpital de La Bâthie, la clinique privée Médipôle, elle, n'a eu aucun mal à se faire*).

Les propositions des communistes.

Pour donner toute sa force à l'hôpital public il est nécessaire de **sortir de la logique comptable pour répondre aux besoins des populations**. La politique visant à diminuer le nombre des salariés du secteur public est catastrophique pour la Santé ! Car il faut, au contraire, embaucher en nombre des infirmiers et des infirmières, des personnels de santé, formés et bien rémunérés. Nicolas Sarkozy a eu tort de mettre en œuvre la réduction des emplois des services publics et François Hollande ferait bien d'en sortir au lieu de se contenter du statu quo.

Enfin, **la création d'un pôle public bancaire permettrait d'octroyer des prêts à taux zéro aux hôpitaux pour leurs investissements et leurs achats de matériels**.

Pour les communistes, la santé est un droit que les politiques d'austérité remettent en cause. **Il faut**, au contraire, **donner à l'hôpital public les moyens en personnels, en locaux et en matériels pour une grande politique de santé**.

Cela demande de ne pas appliquer la fameuse « *règle d'or* », règle votée par les élus UMP, PS et Verts, et qui impose la mise en œuvre d'une politique d'austérité.

Parc de la Vanoise

Les chamois, les hommes ... ou le bétonnage ?

Depuis plusieurs semaines, les défenseurs du Parc de la Vanoise sont sur les dents.

Et il y a de quoi. Au cours de ses 50 ans d'existence, ce site exceptionnel a connu de chaudes alertes provoquées par les appétits insatiables des financiers de l'or blanc, en manque d'espaces à bétonner.

Alors, une nouvelle fois, le tocsin s'est mis en branle et pas seulement dans les hautes vallées. Car le statut du parc est national et sa renommée internationale (1). Et ce qui se passe « là haut » concerne aussi « le bas » : pollution visuelle, consommation énergétique, trains de vie parasites, spéculation foncière, réchauffement, préservation de la faune et des milieux naturels, de la ressource en eau, pollution automobile, saturation des axes routiers, sont des enjeux qui dépassent les seules stations d'hiver en impactant les basses vallées.

A l'occasion de l'élaboration d'une charte touchant la périphérie du parc, qui a impliqué de nombreux acteurs associatifs et élus, des menaces se précisent sur l'intégrité de cet espace protégé.

Une grosse majorité des 29 communes du parc, parties prenantes de la concertation et de ses conclusions, a finalement décidé de ne pas signer cette charte qui régit l'existence de cet espace, sous forme de simples prescriptions n'ayant même pas force de règles. Parmi ces collectivités on trouve des mastodontes financiers : Val d'Isère, Méribel, La Plagne, Courchevel, Tignes (dont le Maire est



accusé d'enrichissement personnel lié à sa fonction)... Sans oublier les influentes sociétés de remontées mécaniques et les aménageurs/promoteurs, pour qui l'amour de la montagne se résume d'abord aux montagnes...de dividendes générées par l'or blanc.

Hervé Gaymard cède aux financiers

Ce n'est pas le cœur du parc qui est l'objet d'une attaque en règle (pour l'instant) de la part des bétonneurs, mais plutôt la zone périphérique (dite zone d'adhésion), moins réglementée, dédiée à un développement doux et durable. Mais encore trop contraignante au goût des affairistes et de certains élus qui craignent de devoir se justifier pour tout projet lourd d'extension ou de liaisons inter-sites. A tel point qu'ils revendiquent que la charte mentionne tous les projets anciens ou actuels, même s'ils relèvent du pur fantasme financier ou de procédures de permis de construire en cours ou à venir. Ce n'est pas un hasard, remarquent plusieurs associations, si le Maire de Bonneval en Maurienne vient de ressortir le projet -mis en échec en 1994, par 70 000 pétitionnaires- de liaison téléportée (dans le cœur du parc) avec Val d'Isère. Au détour d'une conversation, un chauffeur de taxi de Maurienne disait en substance : la puissance de Val d'Isère est telle que rien ne lui résiste. C'est rassurant pour le développement raisonné des territoires !

Cette fronde des intérêts privés contre l'intérêt général est confortée par le Conseil général de Savoie et de son Président UMP, H.Gaymard, qui viennent de plier devant les exigences des financiers qui règnent sur les sommets. Ces élus de droite (qui ont déjà sabordé la Directive Territoriale d'Aménagement des Alpes du Nord), si soucieux du patrimoine naturel et humain quand ils en parlent dans leurs publications (2), demandent maintenant à l'Etat d'abandonner la procédure de consultation des populations, qui débute le 10 décembre.

La conclusion de cette lamentable affaire revient au représentant de Mountain Wilderness, association internationale de défense de la montagne, qui dénonce «*des élus irresponsables qui ont alimenté le refus*».

Denis Rochaix

(1) Une pétition reprise par de nombreuses associations de défense de la montagne et de pratiquants est en cours. Elle rassemble déjà des milliers de signatures.

Pour la signer : www.avaaz.org/fr/petition/Appel_pour_la_Vanoise/?cIReAdb

(2) H.Gaymard lui même s'alarmait dans une revue de montagne du nombre de lits concentrés dans les stations de Tarentaise (on approcherait les 380000). Mais le député semble avoir quelque mal à accorder son discours avec les actes, comme en témoigne le vote du Conseil général dont il est le Président...

ADHEREZ AU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

par mail : pcf.73@wanadoo.fr ou par téléphone : 04 79 62 04 13